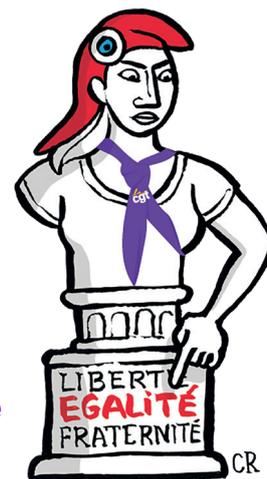


#8marsgrevefeministe #EtatSexiste

Les services publics en 5 points



L'austérité des services publics dégrade la situation des femmes.

Pour une société féministe, la CGT revendique une Fonction publique d'Etat au service de l'égalité :

1.

Les finances et les budgets: mettre les lunettes du genre

Nous voulons des données et statistiques publiques, un contrôle budgétaire et une évaluation des politiques publiques qui intègrent l'égalité. Nos administrations (INSEE, CCRF, DGFIP, Cour des comptes...) ont un rôle majeur à jouer, à condition d'en avoir les moyens.

2.

La transition écologique: nous voulons des politiques publiques qui intègrent l'égalité

Impact genré du climat et des catastrophes naturelles, précarité énergétique, place des femmes dans les métiers de l'écologie, sentiment d'insécurité lié à l'aménagement de l'espace public, problèmes de mobilité et harcèlement dans les transports collectifs, effets des perturbateurs endocriniens...

3.

L'éducation: pédagogie féministe et orientation non sexiste

Mettre en place des pédagogies féministes dans les classes, c'est chercher des moyens pour que les élèves soient éduqué-es à porter un regard critique sur les inégalités de genre. Il s'agit d'agir sur tous les facteurs de sexisme dans la classe. Dès le lycée, les choix des filières scientifiques et techniques restent très clivés et les filles n'y représentent déjà plus que 31 %. Elles ne sont plus présentes qu'à 28,1 % dans les prépas scientifiques et dans les écoles d'ingénieurs.

4.

Des moyens pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Nous voulons une véritable politique ambitieuse et comme le préconise l'OIT des moyens renforcés pour les services publics (effectifs, formation...) impliqués dans la prévention et la lutte contre les violences : Inspection du travail, Intérieur, Justice, Action sociale, etc.

5.

Des services publics pour lutter contre la précarité des femmes

Nous voulons des moyens pour les agent-es du travail social, Pôle Emploi, les Préfectures, l'OFPPRA, Cour Nationale Droit d'Asile qui ont un rôle majeur dans cette lutte. Emplois précaires, temps partiels subis, salaires de misère, allocation-chômage et retraite calculées sur cette misère. Mariages forcés, femmes victimes d'esclavagisme, de traite, de proxénétisme ou de violences conjugales.

La crise sanitaire a fragilisé les droits des femmes et augmenté leur précarité, les charges domestiques, familiales et éducatives, mais également les violences conjugales. Face à l'inflation, les femmes sont encore moins protégées.

Ce n'est pas aux premières de corvées de faire les frais de la crise ! Nous voulons l'égalité maintenant !

TOUT·ES EN GRÈVE POUR UNE SOCIÉTÉ FÉMINISTE !



UFSE-CGT >> 263, RUE DE PARIS /// CASE 542 /// 93514 MONTREUIL CEDEX
• 01 55 82 77 56 • ufse@cgt.fr • www.ufsecgt.fr